



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Banque de France

Question écrite n° 4572

## Texte de la question

M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le projet de restructuration de la Banque de France. Un plan social prévoyant la suppression de 1 000 emplois dans le réseau de succursales de l'institut d'émission et la fermeture de 100 à 110 caisses devait être annoncé lors d'un comité central d'entreprise. Ce plan a été reporté en attendant les nouvelles orientations et décisions qui seraient prises lors de la conférence sur l'emploi, les salaires et la réduction du temps de travail. Le gouverneur de la Banque de France a néanmoins précisé qu'il ne comptait pas modifier les orientations précédemment mises en avant. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour garantir la mission de service public de la Banque de France.

## Texte de la réponse

Le gouverneur de la Banque de France a proposé une réorganisation interne de l'activité de caisse de certaines succursales. Compte tenu de l'importance de ces évolutions, le gouverneur de la Banque de France vient d'engager, à la demande du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, une phase de concertation et de discussions avec les partenaires sociaux. Il est en effet essentiel que les évolutions que les exigences de modernisation et de préparation des échéances européennes pourraient rendre nécessaires soient précédées d'un dialogue social approfondi. Une première rencontre avec les partenaires sociaux a ainsi eu lieu le 15 janvier. Dans ce cadre, il appartiendra à la Banque de France de veiller à ce que toute évolution de son réseau s'inscrive dans le respect de trois objectifs fondamentaux : l'emploi, ce qui implique que tout licenciement soit exclu ; l'aménagement du territoire, qui exige qu'aucune succursale de la Banque de France ne soit fermée ; la qualité du service public, qui dicte les évolutions qui pourraient s'avérer nécessaires. Ce n'est qu'à l'issue de cette phase de dialogue social que le Conseil général de la Banque de France sera appelé à se prononcer sur ce projet.

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain Bocquet](#)

**Circonscription :** Nord (20<sup>e</sup> circonscription) - Communiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 4572

**Rubrique :** Banques et établissements financiers

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 13 octobre 1997, page 3378

**Réponse publiée le :** 16 février 1998, page 845